

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



Retrouvez-nous sur
www.economie-gabon.com

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

COOPÉRATION INTERNATIONALE

L'AFD et le Gabon : 70 ans de coopération



Lire p.4

VIE ÉCONOMIQUE

Partenariat entre Bolloré Gabon, Setrag et les acteurs économiques forestiers

EXCLUSIVITÉ



Lire p.9

DÉVELOPPEMENT DURABLE

22 mars, journée mondiale de l'eau



Lire p.15

SOCIAL & SOLIDAIRE

La Fondation BGFIBank offre une nouvelle bibliothèque au Lycée d'Application Nelson Mandela



Lire p.16

DOSSIER

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE



LES TIC : VECTEURS DE CROISSANCE EN AFRIQUE

CANAL+ : le Gabon, une exception culturelle d'Afrique Centrale

Ondes électromagnétiques : les téléphones portables respectent-ils les normes ?

Trois secteurs attirent la plupart des investissements tech en Afrique

Lire pages 10-14

Dans notre prochain numéro
AGRICULTURE, AGROBUSINESS : sécurité alimentaire

N°65
MAI
2018



HUB

de **LASTOURVILLE**



HUB LASTOURVILLE
SBL CEB BH SBK

L'UNION FAIT LA FORCE

SBL, SBK, PW-CEB & BH les quatre sociétés forestières principales de Lastourville, se groupent et créent une dynamique pour optimiser le processus d'acheminement de leur production jusqu'au port d'Owendo. À l'origine de cette réflexion et en accord avec ses pairs, SBL se rapproche de **BOLLORE** et de la **SETRAG** afin de limiter les intermédiaires et répondre efficacement aux difficultés traditionnellement observées dans les domaines de la logistique et du transport.

PARTENAIRES



PRECIOUS WOODS



Sommaire N°64

VIE ÉCONOMIQUE

5-9

Les perspectives du groupe BGFIBank Gabon

p.7

44 pays africains signent un accord jetant les bases d'un futur marché commun

p.8

11 450 milliards de F CFA de transactions dans les zones CEMAC et UEMOA en 2016

p.8

DOSSIER

10-14



LES TIC : VECTEURS DE CROISSANCE EN AFRIQUE

DÉVELOPPEMENT DURABLE

15

Airtel Gabon et la mairie d'Owendo montrent l'exemple

p.15

CONSO & SANTÉ

18

Comment manger sainement ?

p.18

Édito

L'Afrique à l'assaut des TIC

Par Anne-Marie Jobin

Je m'appuie sur les propos d'Ammin Youssouf, pour vous soumettre quelques pistes de réflexion sur les enjeux de demain dans le domaine des nouvelles technologies.

À l'occasion du festival NewImage et de son focus sur l'Afrique, plusieurs conférenciers se sont penchés sur le rapport du continent aux nouvelles technologies. Envahissantes, inspirantes, celles-ci permettent surtout aux Africains de se réapproprier leur image.

Pourtant, l'Afrique s'est davantage fait submerger par cette vague numérique qu'elle n'a choisi de l'accueillir.

En effet, selon l'auteur, on devrait plutôt inverser les termes de cet intitulé et dire que le monde numérique est parti à l'assaut de l'Afrique. Cet assaut tient en un chiffre : 60 millions de personnes sont connectées à Internet aujourd'hui en Afrique, et au vu de la croissance démographique continentale, leur nombre ne peut qu'augmenter. Mais une spécificité territoriale fait que cette submersion pourrait devenir un atout : le téléphone portable est de loin le premier support d'accès au web sur le continent africain. Ce dernier constitue déjà le deuxième marché du mobile dans le monde en matière d'utilisateurs.

De cette omniprésence du mobile découlent de nouveaux usages et des potentialités d'innovations. Par exemple, les 40 % du PIB kényan passant à travers des transactions financières illustrent cette appropriation des nouvelles technologies par les populations, et surtout du mobile, notamment pour répondre aux problèmes de certains pays. Ce sont aussi des exemples inspirants pour le reste du monde. L'Afrique est donc en avance dans ce secteur. Aujourd'hui, ces innovations ont lieu dans le réseau bancaire, mais demain ce sera dans le secteur de l'enseignement ou des énergies. On peut d'ores et déjà imaginer une école en ligne accessible à tous les enfants à partir de leur smartphone pour combler le manque d'infrastructures scolaires. En Afrique, de nombreux problèmes peuvent être résolus grâce au « solving problems companies » dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la logistique, de la création, grâce à des outils tels que les blockchains*, l'intelligence artificielle**, les chatbot***, la VR**** etc.

Le continent africain a longtemps été perçu comme pauvre et sous-développé, comme un « charity case », mais les nouveaux outils technologiques permettent aux Africains de se réapproprier leur image et de forger « un nouveau regard » sur eux-mêmes ■

Ammin Youssouf : fondateur de l'entreprise Afrobytes qui met en lien les entrepreneurs de la Tech du monde entier pour développer des projets en Afrique

***La blockchain** est une technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée, et fonctionnant sans organe central de contrôle (définition de Blockchain France)

****Intelligence artificielle** : Ensemble des théories et des techniques développant des programmes informatiques complexes capables de simuler certains traits de l'intelligence humaine (raisonnement, apprentissage...).

*****Un chatbot** est un robot logiciel pouvant dialoguer avec un individu ou consommateur par le biais d'un service de conversations automatisées effectuées en grande partie en langage naturel.... On parle alors de chatbot transactionnel et de commerce conversationnel.

******VR** sont les initiales en anglais de Virtual Reality que l'on traduit textuellement par « Réalité Virtuelle » en français. Ce terme de réalité virtuelle peut être utilisé dans de nombreux domaines. ... La réalité virtuelle a déjà de nombreuses applications dans le domaine militaire, l'aérospatial ou encore la médecine.

Directeur de la publication

Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction

Anne-Marie JOBIN
Rédacteur en Chef - Éditorialiste
laredaction@economie-gabon.com

Responsable Multimédia

Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE - Tél. : +241 01 44 11 62

servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Stratégie & Développement

Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :

241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur Artistique & Infographie

Donald Ella

Impression : Multipress

Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales

MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon



www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec
votre smartphone



Magazines en PDF
retrouvez tous
nos magazines en
version numérique
format PDF

INTERVIEW DE MADAME LAETITIA DUFAY,
DIRECTRICE DE L'AFD GABON

L'AFD ET LE GABON : 70 ANS DE COOPÉRATION

Installée au Gabon depuis 1947, l'Agence Française de Développement (AFD) du Gabon vient d'y fêter ses 70 ans. L'AFD intervient dans 110 pays, emploie 2 400 collaborateurs au siège à Paris et dans ses 85 agences à travers le monde. C'est l'occasion pour **Economie Gabon** + de rappeler l'importance des projets menés en coopération avec le Gabon.

Par Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON+ : Quelles sont les réalisations principales menées par l'AFD au Gabon depuis 70 ans ?

70 ans ce n'est pas rien et faire la liste de tous les projets menés par l'AFD sur cette période serait trop long. Pour vous donner un ordre d'idées, à l'heure où nous nous parlons, l'ensemble des projets en cours au Gabon atteint un montant de 800 M€ !

Jusqu'à la fin des années 80, l'AFD a soutenu au Gabon de grands projets d'infrastructures aujourd'hui emblématiques tels que les barrages de Kingué et Tchimbélé en 1975 et celui de Poubara en 1981, l'extension de l'aéroport de Libreville ou encore la construction du port d'Owendo en 1988.

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, L'AFD A SOUHAITÉ SOUTENIR DAVANTAGE DE PROJETS À FORT IMPACT

Au début des années 1990, l'AFD a commencé à accompagner la diversification de l'économie gabonaise dans l'agriculture en participant à la création de l'Institut gabonais d'appui au développement. En parallèle, nous sommes intervenus en 1993 dans la construction de la route Eboro-Oyem-Mitzic. Les années 2000 ont vu la mise en œuvre de projets d'assainissement ainsi que de projets pour la protection des ressources naturelles et forestières. Et en 2010, nous avons voulu prendre part à la réhabilitation du Transgabonais.

Depuis quelques années, l'AFD a souhaité soutenir davantage de projets à fort impact social, c'est la raison pour laquelle deux financements ont été accordés dans les secteurs de l'éducation et de la santé en 2016.

Ce ne sont pas là tous nos projets, mais ils permettent de se rendre compte que l'AFD au Gabon s'intéresse à tous les secteurs. À l'avenir d'autres terrains pourraient être explorés, notamment le soutien à la société civile ou à la culture.

ECONOMIE GABON+ : Comment déterminez-vous les thèmes et les domaines dans lesquels vous intervenez ?

Nos interventions répondent à des besoins exprimés par nos partenaires. En d'autres termes, dans la mesure où ces partenaires sont souvent des États – et c'est le cas au Gabon –, nos interventions s'inscrivent dans le cadre de leurs politiques publiques. Au Gabon, notre action est guidée par les priorités identifiées dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), ce qui nous laisse la possibilité d'intervenir dans un grand nombre de secteurs.

ECONOMIE GABON+ : Madame Laetitia DUFAY, vous déclarez avoir des projets en cours pour un montant équivalent à 800 M€. Quels sont ces projets sur lesquels vous vous engagez ?

Dans le secteur des transports, l'AFD est partie prenante de la réhabilitation des infrastructures ferroviaires du Transgabonais à laquelle participe également Proparco (filiale de l'AFD dédiée au secteur privé). Le projet inclut la réhabilitation de l'infrastructure (ouvrages d'arts, voies, traverses), l'achat de matériel (voitures pour les voyageurs), mais aussi la restauration et/ou la construction de logements des cités SETRAG dans l'intérieur du pays. Grâce au développement du centre de formation de Franceville, le projet vise aussi à combler le déficit de compétences dans les métiers du rail au niveau régional et à assurer ainsi la pérennité et la compétitivité du transport ferroviaire. À terme, ce projet doit permettre de réduire les coûts de fonctionnement et de maintenance de la ligne et ainsi d'en améliorer le fonctionnement.

Au Gabon, l'AFD soutient également le projet de construction et d'extension d'établissements scolaires qui a pour objectif la construction de 500 nouvelles classes pour les écoles primaires et collèges à Libreville et Port-Gentil, au bénéfice d'environ 25 000 élèves.



Laetitia DUFAY,
Directrice de l'AFD Gabon

Le projet inclut un volet de formation destiné à la direction des établissements scolaires et au personnel enseignant, ainsi que l'élaboration de nouveaux curricula. Ce projet est ambitieux et sa mise en œuvre prend du temps, car il faut notamment résoudre des questions liées à la disponibilité des titres fonciers et à l'occupation des terrains.

DEPUIS 2016, L'AFD S'ENGAGE SUR SON DEUXIÈME PROJET DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ AU GABON.

Depuis 2016, l'AFD s'engage sur son deuxième projet dans le secteur de la santé au Gabon. Le premier consistait à réhabiliter un certain nombre de centres médicaux dans l'Estuaire et le Woleu-Ntem. Ce deuxième volet vise désormais la réhabilitation de 27 centres de soin dans 4 provinces de l'intérieur (Woleu-Ntem, Ogooué-Ivindo, Haut-Ogooué, Ngounié). L'objectif principal de ce dernier projet est d'améliorer l'accès aux soins de base pour un bassin de population de 550 000 personnes. Il vise également à réduire les disparités existantes

entre les régions et à renforcer les compétences techniques des personnels médicaux.

Actuellement, L'AFD n'a plus de projet en cours dans le développement agricole, le dernier en date s'étant achevé en 2017. Il s'agissait du PRODIAG (Projet de Développement et d'Investissement Agricole au Gabon) mis en œuvre depuis 2010 par l'IGAD à travers le Gabon et qui visait à sécuriser l'approvisionnement en biens alimentaires des principaux centres urbains gabonais par la promotion d'une agriculture périurbaine performante et respectueuse de l'environnement. Nous étudions la possibilité de prolonger ce projet dans un avenir proche.

En revanche, on peut noter que des périmètres soutenus par l'AFD et l'IGAD, tels que le

Au regard du patrimoine gabonais, l'AFD contribue ici encore plus qu'ailleurs à la préservation des écosystèmes forestiers

périmètre agropastoral d'Alibandeng (PAPAL), existent depuis les années 1990 et ont acquis une valeur à la fois historique de par leur longévité, économique de par leur contribution à l'emploi local et symbolique puisqu'ils prouvent que la diversification de l'économie gabonaise est possible.

Au regard du patrimoine gabonais, l'AFD contribue ici encore plus qu'ailleurs à la préservation des écosystèmes forestiers et à leur exploitation raisonnée. Les projets que nous menons ont permis de contribuer à la conservation et à la valorisation des parcs nationaux en périphérie de Libreville, mais également, à l'échelle du pays, à l'amélioration du contrôle de l'aménagement forestier et à l'accompagnement de la filière forêt/bois pour faciliter sa mutation.

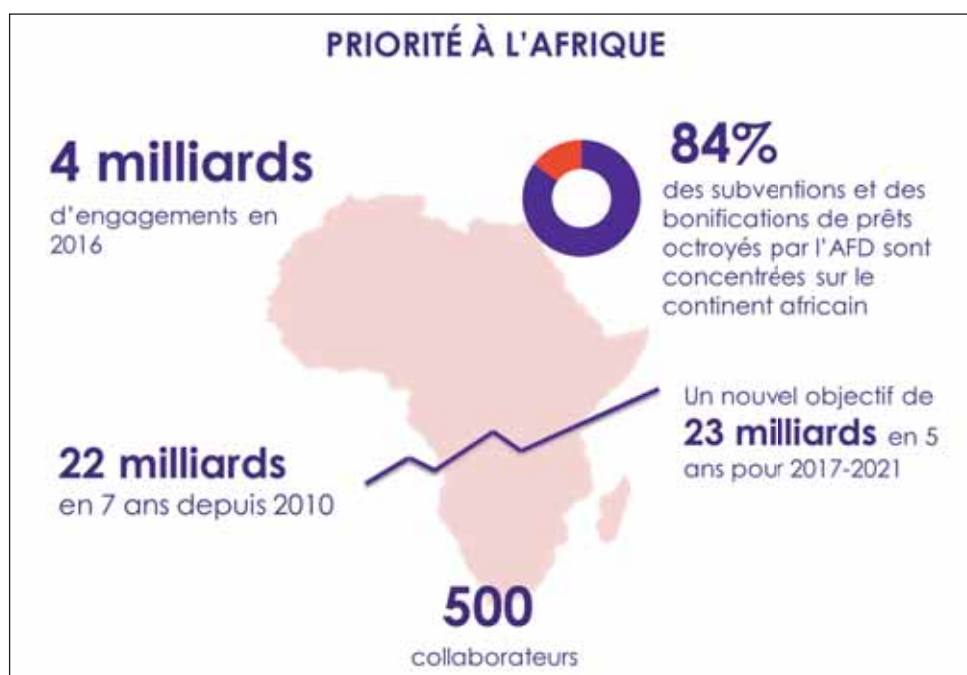
Avec le projet Eléphants, nous participons aussi à la lutte contre le braconnage et le trafic d'ivoire.

Dans le secteur de l'assainissement pluvial, l'AFD n'en est pas à son premier projet, mais là aussi nous rencontrons des difficultés liées au foncier (disponibilité des titres, occupation des terrains, difficultés liées à l'indemnisation des populations et relogement) et les projets avancent lentement.

Enfin, il me faut mentionner l'appui au secteur financier et au développement des entreprises. Dans ce domaine, l'AFD travaille avec les banques de la place pour faciliter l'accès au crédit des PME grâce à l'octroi de garanties (ARIZ).

ECONOMIE GABON+ : Vous exposez actuellement et pendant quelques jours encore une série de photos à l'Institut Français, pouvez-vous nous expliquer quelle a été votre démarche ?

L'exposition intitulée «Au fil du Transgabonais» est présentée à l'IFG jusqu'au 11 avril. Elle est gratuite et ouverte à tous. Il s'agit de 40 photographies réalisées par le photographe gabonais Sonier Issembè qui a traversé le Gabon à bord du Transgabonais pour aller au-devant des projets financés par l'AFD et de leurs bénéficiaires. L'exposition présente ainsi quatre thématiques (l'agriculture, la santé, l'environnement et le transport ferroviaire) et nous voulons qu'elle profite au plus grand nombre, qu'elle soit un moment de partage. C'est pourquoi nous essaierons de la faire circuler dans d'autres villes du Gabon dans le courant de l'année. Pour ceux qui ne pourraient pas se déplacer, le livret est consultable à l'adresse suivante : www.afd.fr/fr/page-region-pays/gabon ■



WIDEN YOUR
W O R L D

TURKISH
AIRLINES



NOUS DESSERVONS PLUS DE PAYS

QUE TOUTE AUTRE COMPAGNIE
AÉRIENNE DANS LE MONDE

INTERVIEW DE MADAME LUDWINE OYENI AMONI, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE BGFIBANK GABON

LES PERSPECTIVES DU GROUPE BGFIBANK GABON

En 2018, la dynamique « Réinventer la proximité avec le client » est en marche pour plus de performances au sein BGFIBank Gabon. Animé par la quête perpétuelle de l'excellence, le groupe s'investit chaque jour dans la concrétisation des opportunités d'affaires. Cet engagement s'appuie sur la synergie des métiers exercés au sein de la banque et sur l'efficacité collaborative du Groupe BGFIBank. Dans sa détermination, BGFIBank est animée par la volonté de devenir le premier groupe financier africain et faire de BGFIBank Gabon la banque de référence dans la qualité de service clients.

Par Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON + : Madame OYENI AMONI, vous êtes directrice générale de BGFI Gabon. Merci de vous présenter à nos lecteurs. Quel est votre parcours ?

Je suis Ludwine OYENI AMONI, Directeur Général BGFIBank Gabon depuis septembre 2017. Cette consécration est une marque de confiance accordée par les plus hautes instances du management de la banque à mon égard. Née à Franceville, j'ai fait toute ma scolarité au Gabon ainsi qu'une partie de mes études supérieures à l'Institut National de Sciences et de Gestion (INSG). Partie ensuite au Sénégal, j'ai intégré l'Institut Supérieur de Management (ISM Dakar), où mon parcours a été sanctionné par un Master en Audit et en Contrôle de Gestion.



Madame Ludwine OYENI AMONI, Directrice Générale de BGFIBank Gabon

J'AI GRAVI LES ÉCHELONS

De retour au pays, j'ai été stagiaire dans diverses entreprises locales avant d'entrer à BGFIBank Gabon en 2006, en qualité d'auditeur interne. J'ai gravi des échelons, passant de chef de mission, chef de département Audit Interne, à Directeur de l'Audit Interne de BGFIBank Gabon.

En 2013, j'ai enrichi mon parcours en entrant à la « Maison Mère », BGFI Holding Corporation SA, où j'ai occupé successivement les postes d'Inspecteur Principal et Directeur de l'Audit Interne du Groupe BGFIBank.

En septembre 2017, j'ai été nommée Directeur Général de BGFIBank Gabon pour accompagner ses 618 collaborateurs dans la réalisation des objectifs fixés par le Conseil d'Administration.

ECONOMIE GABON + : quels sont vos objectifs à court et moyen termes et quelle est votre stratégie commerciale pour les atteindre ?

Notre objectif est de faire de BGFIBank Gabon une banque de proximité, une référence dans la qualité de service. Nous nous appuyons sur une stratégie commerciale qui s'adapte rapidement aux évolutions et à la transformation numérique, tout en restant sur une relation

d'excellence avec nos clients. Cette proximité « clients » nous impose une discipline dans la réalisation des prestations envers les parties prenantes, l'amélioration constante de nos *process* en interne.

Dans le Groupe BFGFIBank, la qualité de service n'est pas qu'un slogan, mais un état d'esprit, une réalité qui consiste à apporter à nos clients le meilleur produit au meilleur moment avec le meilleur conseil, sans oublier la qualité incontestable du service offert : c'est là tout l'enjeu de la stratégie commerciale 2018 « Réinventer la proximité avec le Client » que nous déployons depuis le début de l'année.

ECONOMIE GABON + : « Réinventer la proximité avec le client » Pouvez-vous développer ? Quelle est sa particularité ? Quelle cible souhaitez-vous toucher ?

Le contexte concurrentiel et les enjeux stratégiques définis par le Conseil d'Administration nous amènent aujourd'hui à changer de paradigme et à recentrer les efforts vers le client pour être à l'écoute, disponibles et anticiper ses besoins.

Nous voulons créer l'effet « WAOUH » auprès de la clientèle en nous appuyant sur deux éléments principaux. Tout d'abord, nous voulons offrir une expérience client de référence pour permettre au client d'effectuer un maximum d'opérations par *mobile-banking*,

faciliter sa vie quotidienne par l'intégration de nouveaux services dans le *mobile money* et développer un réseau d'agences digitales.

Nous nous appuyons sur une stratégie commerciale qui s'adapte rapidement aux évolutions et à la transformation numérique, tout en restant dans une relation d'excellence avec nos clients

Le deuxième élément s'adresse aux entreprises pour apporter les solutions les plus pertinentes à leurs besoins et leur offrir une solution de *web banking* conforme à leurs attentes ainsi que des produits de collecte/sécurisation des fonds.

À travers toutes les actions qui seront menées, BGFIBank Gabon souhaite que ses clients puissent réaliser leurs opérations courantes à tout moment via des canaux interconnectés et complémentaires.

Concernant la stratégie clients, il est à noter que BGFIBank Gabon propose prioritairement ses produits à des clients

haut de gamme, grandes entreprises et PME/PMI à fort potentiel, afin de faciliter le parcours et l'expérience client.

Permettez-moi de présenter quelques produits phares de notre gamme digitale. Celle-ci comprend une offre orientée vers les particuliers composée de plusieurs produits.

BGFI Mobile est un produit de mobile banking et de mobile money. Il permet de consulter son compte bancaire, consulter et faire des virements, prendre rendez-vous avec le chargé de relations clientèle, commander son chéquier, géolocaliser le réseau d'agences ainsi que les GAB. La partie mobile money évolue régulièrement grâce à différents partenariats. En effet, les utilisateurs de BGFI mobile peuvent aussi acheter du crédit téléphonique pour les abonnés prépayés, payer leurs factures d'eau et d'électricité, faire des achats dans les magasins affiliés BGFI mobile, effectuer des retraits sans carte.

La Carte visa prépayée est un autre produit proposé aux particuliers. Elle permet d'effectuer des achats en ligne sécurisés, sur Internet ou chez les commerçants, d'effectuer des opérations de retrait 24h/24 au Gabon et à l'étranger dans l'ensemble du réseau VISA. Elle peut être rechargée via BGFI mobile. Enfin, les clients particuliers bénéficient également des e-extraits et e-avis leur permettant de recevoir des extraits de compte via leur adresse électronique et leur numéro de téléphone.

Quant à elle, l'offre destinée aux entreprise, dite *offre corporate*, s'intitule BGFI Clearing. Il s'agit d'une interface déployée chez un client entreprise lui permettant de scanner et de transmettre à BGFIBank Gabon une remise de chèque en temps réel et de consulter et d'effectuer des virements sur son compte bancaire.

ECONOMIE GABON + : Combien d'agences sont ouvertes sur le territoire ?

Le réseau d'agences de BGFIBank Gabon répond à une stratégie de maillage intelligent. Il est composé de 17 agences bancaires réparties entre Libreville, Lambaréné, Port Gentil, Oyem, Moanda et Franceville. BGFIBank Gabon gère aussi ses grands comptes entreprises par le biais de deux centres d'affaires situés à Libreville et Port Gentil.

Notre clientèle haut de gamme bénéficie également d'un espace dédié : l'agence EDEN. Cette agence s'occupe exclusivement de la clientèle banque privée.

Enfin, la clientèle États et institutionnels fait l'objet d'un suivi particulier au sein de la direction États et Institutionnels de la Banque.

BGFIBank Gabon compte 618 salariés œuvrant pour la satisfaction de plus de 20 000 clients.

ECONOMIE GABON + :

BGFIBANK Gabon est-elle plutôt une banque d'affaires ou une banque orientée vers une clientèle privée ? Quel est le taux de répartition ?

BGFIBank Gabon est la banque des grandes entreprises, des institutionnels, des PME/PMI à fort potentiel et des particuliers haut de gamme.

ECONOMIE GABON + : Quels sont vos actions en termes de Responsabilité Sociétale (RSE) ?

Inscrite dans la démarche qualité depuis 2005, l'action en matière de RSE se fait au travers de la Fondation BGFIBank, notamment la responsabilité sociétale. Cette fondation mène toutes les actions spécifiques conformément à son chronogramme d'exécution.

BGFIBANK GABON CERTIFIÉE ISO 14001

BGFIBank Gabon est certifiée ISO 14001 pour la qualité de son management environnemental ainsi qu'OHSAS 18001 pour sa prévention de risques de santé et sécurité au travail. Dans ce prolongement, la procédure d'identification des aspects environnementaux significatifs vient d'être revue. Elle a conduit à la mise à jour de la cotation, de la liste des aspects et impacts environnementaux significatifs. Elle a aussi mis en place des mesures de prévention ou de réduction de rejets dans l'air, l'eau et le sol, et adopté des mesures de prévention, recyclage ou élimination des déchets.

Pour finir, BGFIBank a mis en place des règles en interne pour diminuer la consommation de papier, améliorer la consommation d'eau et la consommation d'énergie

ECONOMIE GABON + : Quel serait votre mot de fin ?

Je peux mesurer la confiance du Président du Conseil d'Administration et des Administrateurs et dois entraîner avec moi 618 collaborateurs pour que BGFIBank Gabon continue à être la banque de référence.

À ce titre, je déploierai toute mon énergie pour mettre en œuvre la feuille de route qui m'a été confiée, pour faire briller toujours, voire davantage l'Étoile de BGFIBank Gabon.

Maintenir la confiance de nos clients est également une priorité que mes collaborateurs et moi allons nous atteler à réaliser tout au long de cette année et des années suivantes, pour que BGFIBank Gabon demeure leur partenaire privilégié, aujourd'hui comme demain ■

L'AFRIQUE FUTURE USINE DU MONDE, À QUELLES CONDITIONS?

Les relations commerciales entre le continent africain et la Chine se sont considérablement développées ces dernières années. Au moment où la puissance asiatique compte abandonner la fabrication d'objets à bas coût pour s'orienter vers les services et les produits à forte valeur ajoutée, l'Afrique pourrait profiter de cette situation pour devenir l'usine du monde.

La rédaction

C'est la nouvelle révolution chinoise. Car les salaires ne cessent de progresser : 10 à 12% par an depuis vingt ans. À ce rythme, la compétitivité chinoise est particulièrement menacée. Les secteurs des semi-conducteurs, du textile ou des pièces automobiles sous-traitent déjà de plus en plus avec les pays voisins. Et immanquablement le cercle s'élargira à l'Afrique.

85 millions d'emplois quitteront la Chine dans les années à venir, affirme le Huffington Post. Malgré ses faiblesses structurelles, l'Afrique peut en prendre une part. Ainsi, le site prend l'exemple de l'Éthiopie, pays émergent dans l'habillement et la chaussure. Comparée aux pays du Sud-Est asiatique, sa main d'œuvre est moins bien formée, ses infrastructures moins développées et sa chaîne d'approvisionnement en devenir. Mais les bas salaires compensent tout cela et les Chinois y installent des filiales. Le géant de la chaussure, Huajian, a ouvert à Addis-Abeba une unité employant 4 000 salariés.

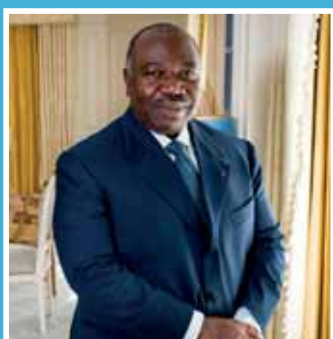
Ce n'est pas un hasard si la Chine investit en Éthiopie. Par sa position géographique privilégiée dans la corne de l'Afrique, le pays est un poste avancé pour Pékin. « Au total, les 279 entreprises chinoises opérant en Éthiopie ont enregistré un capital financier de près de 491 millions d'euros au cours des cinq dernières années. En vingt ans, les investissements chinois ont totalisé plus de 3,4 mds d'euros et auraient créé 111 000 emplois ».

Mais la Chine, malgré tout, reste le puissant exportateur de produits bas de gamme contre lesquels il est difficile de lutter. Une invasion qui peut mettre à terre toutes les tentatives de développement industriel. L'exemple de Lagazel, jeune entreprise burkinabè spécialisée dans la lampe solaire, est très révélateur de cette menace. Le reportage que France 2 lui a consacré montre que, même avec des salaires parmi les plus bas du monde, il est impossible de lutter contre la Chine. La lampe solaire « made in Burkina » à Dédougou revient à 33 euros quand la chinoise en vaut cinq. Évidemment, les ventes s'en ressentent et l'avenir de l'entreprise est très fragile.

Ne nous y trompons pas. L'Éthiopie n'est pas tout le continent et elle reste profondément agricole. Le développement industriel de l'Afrique sera très lent. À l'exception notable du Maghreb qui s'affirme chaque jour un peu plus comme la tête de pont de l'industrie automobile européenne en Afrique.

L'Afrique n'émergera pas en suivant le modèle de société postindustrielle défendu par certains économistes. Au contraire, la

voie de l'industrie lui est ouverte grâce à une attractivité restaurée, à une main-d'œuvre qualifiée abondante et à un large potentiel énergétique et technologique ■



**SOUS LE HAUT PATRONAGE
DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT,
SON EXCELLENCE ALI BONGO ONDIMBA**



3ème CONFÉRENCE ANNUELLE
LE 19 AVRIL 2018 | Libreville - Gabon

THÈME:

**L'INDUSTRIALISATION
DANS L'ESPACE
FRANCOPHONE:
ENJEUX ET DÉFIS**

En partenariat avec:



Ministère de la Promotion des Investissements Privés,
de l'Entrepreneuriat National, des Petites et Moyennes
Entreprises, du Commerce et de l'Industrie



44 PAYS AFRICAINS SIGNENT UN ACCORD JETANT LES BASES D'UN FUTUR MARCHÉ COMMUN

La rédaction



Sommet extraordinaire de l'Union africaine à Kigali. Au cœur des discussions, la création d'une zone de libre-échange continentale.

Réunis à Kigali pour un sommet extraordinaire de l'Union africaine, 44 dirigeants africains ont signé un accord jetant les bases d'une vaste zone de libre-

échange. L'objectif est d'aller vers la création d'un marché commun et d'une union monétaire à l'horizon 2028. Un beau projet sur le papier, mais long et difficile à concrétiser. Certains pays comme le Nigeria ont exprimé leurs réticences.

Lors de son dernier sommet, en janvier 2018 à Addis Abeba, l'UA avait annoncé la créa-

tion d'un marché unique pour le transport aérien incluant 23 pays du continent.

Le 19 mars à Kigali, 44 pays ont fait un pas supplémentaire en signant un accord pour poser les fondations d'une Zone de libre-échange continentale (Zlec), qui aurait un PIB cumulé potentiel de 2 500 m^{ds} de dollars.

L'objectif est de favoriser le commerce intra-africain, aujourd'hui limité à 16% des échanges. D'après l'accord, les droits de douane devraient être supprimés sur 90% des produits. L'idée est d'arriver à la création d'un véritable marché commun et d'une union économique et monétaire en Afrique d'ici à 2028.

Le Nigeria suspend sa participation

L'Afrique du Sud, ardent défenseur de l'accord, considère que les économies africaines sont trop petites pour pouvoir seules se diversifier et s'industrialiser.

Mais tout le monde ne partage pas cet avis. Au Nigeria, les puissants lobbys industriels disent n'avoir « aucun doute que cette initiative sonnera le glas de l'économie nigériane ».

Le géant économique africain doute et a décidé de suspendre sa participation. Le président du Nigeria, Muhammadu Buhari, a annulé au dernier moment son déplacement au Rwanda. Selon la présidence nigériane, « la décision du président est destinée à donner plus de temps aux consultations avec le secteur privé ».

D'autres pays en mal d'impôts, notamment ceux qui disposent de ports importants, s'inquiètent de pertes de revenus douaniers.

Un coup dur pour cet ambitieux projet d'intégration continentale chapeauté par le président nigérien Mahamadou Issoufou et le président rwandais Paul Kagamé.

Mais au préalable, il faudra améliorer les routes et les voies ferrées pour faciliter le commerce interafricain et ainsi favoriser la baisse des coûts des marchandises ■

SUR NOTRE

SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Le numérique, un moteur de performance et de transparence des douanes pour les procédures réglementaires et décisionnelles



MOBILE MONEY

Des transactions pour 11 450 m^{ds} de FCFA dans les zones CEMAC et UEMOA en 2016

Au cours de l'année 2016, la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a enregistré des transactions pour un total de l'ordre de 7 200 m^{ds} de F CFA. Selon l'annonce faite par Boa Roger Johnson, directeur général d'Axa Côte d'Ivoire, lors de son intervention dans le cadre des états généraux CIMA-FANAF tenus à Abidjan du 6 au 9 mars 2018, les transactions par mobile money gagnent du terrain dans les zones UEMOA et CEMAC. Pour ce qui est de la zone CEMAC justement, il affirme que les transactions via mobile money ont atteint 4 250 m^{ds} de FCFA.



Comme on pouvait s'y attendre, le Cameroun et la Côte d'Ivoire sont les principaux porteurs de cette croissance dans les deux zones économiques. En zone CEMAC, le Cameroun a enregistré à lui seul 870 m^{ds} de FCFA entre 2014 et 2016. Pour sa part, la Côte d'Ivoire est bien plus avancée, avec des transactions quotidiennes de l'ordre de 17 m^{ds} de FCFA via mobile money. Une performance qui confirme les prévisions de croissance de ce service étudié par la GSMA, l'association internationale des opérateurs de mobile, qui estime que l'Afrique subsaharienne comptait à la fin décembre 2017 près de 338,4 millions d'abonnés au service mobile money ■

Source : TIC MAG



Côte boursière
Février 2018 – Mars 2018



Union Gabonaise
de Banque

Devises/F CFA	Fév-18	Mar-18	Variation
USD – Dollar américain	537,05	532,39	-0,87%
GBP – Livre britannique	741,91	749,75	1,06%
CAD – Dollar Canadien	420,27	412,68	-1,81%
CHF – Franc suisse	569,41	556,89	-2,20%
ZAR – Rand sud-africain	45,65	44,86	-1,72%
JPY – Yen japonais	5,02	5,00	-0,33%
AED – Dirham des Emirats Arabes Unis	146,25	144,88	-0,93%
CNY – Yuan	84,050	84,67	-0,23%
MAD – Dirham marocain	58,735	57,85	-0,28%

	Fév-18	Mar-18	Variation
Brent (USD / Baril)	65,78	70,27	6,83%
WTI (USD / Baril)	61,64	64,94	5,35%
Or (USD / once)	1 318,31	1 325,48	0,54%
CAC 40 (EUR)	5 320,49	5 167,30	-2,88%
Euro stoxx 50 (EUR)	3 438,96	3 361,50	-2,25%
DOW JONES (USD)	25 029,20	24 103,11	-3,70%

TAUX BEAC EN VIGUEUR

Taux d'intérêt des appels d'offres :	2,95%	new
Taux d'intérêt des prises en pension :	4,70%	new
Taux d'intérêt sur placement 7 jours :	0,00%	
Taux d'intérêt sur placement 28 jours :	0,0625%	
Taux créditeur minimum :	2,450%	

PARTENARIAT ENTRE BOLLORÉ GABON, SETRAG ET LES ACTEURS ÉCONOMIQUES FORESTIERS

L'UNION FAIT LA FORCE

SBL, SBK, PW-CEB & BH, les quatre sociétés forestières principales de Lastourville, se groupent et créent une dynamique pour optimiser le processus d'acheminement de leur production jusqu'au port d'Owendo. À l'origine de cette réflexion et en accord avec ses pairs, SBL se rapproche de BOLLORÉ et de la SETRAG afin de limiter les intermédiaires et répondre efficacement aux difficultés traditionnellement observées dans les domaines de la logistique et du transport.

Par Anne-Marie JOBIN



L'ensemble des signataires

Economie Gabon + à Benoît SICARD, DG de la Société des Bois de Lastourville, initiateur du projet et représentant des forestiers : Quel est l'historique de ce groupement, comment en êtes-vous arrivés à étudier une solution novatrice?

L'idée est née d'une étude financière révélant que la valeur marchande du bois gabonais manque aujourd'hui de compétitivité, notamment en raison de la multiplicité des ruptures de charges entre les sites de production et l'embarquement effectif sur les navires. La problématique de l'état des infrastructures routières augmente considérablement le coût d'évacuation des bois débités entre les sites de production et le port. L'idée de créer un hub logistique à Lastourville pour transporter nos productions par voie ferroviaire directement depuis nos sites jusqu'aux navires en limitant le plus possible les ruptures de charges nous a semblé opportune. Nos objectifs communs sont simples : gagner du temps, diminuer le risque d'accidents, compter sur des délais précis et donc réduire les coûts.

Economie Gabon + à Jean-François OLLIVIER, DG du groupe Bolloré au Gabon : Sous quelle forme juridique avez-vous constitué ce groupement? Est-ce un GIE, un consortium, une société ?

Il s'agit simplement d'une organisation de sous-traitance de solutions logistiques. Des

accords tripartites nous lient par la signature d'un contrat entre les quatre sociétés de produits forestiers dites « donneurs d'ordre », le groupe Bolloré pour la partie organisationnelle, logistique et manutentionnaire, et la société SETRAG pour la partie transport ferroviaire.

355 containers de 20' acheminés chaque mois directement au port d'Owendo

Economie Gabon + : Pourquoi pas un Partenariat Public Privé ?

Nous sommes trois groupes de signataires complémentaires et dépendants les uns des autres dans un contexte de contrat de sous-traitance. Il s'agit donc purement et simplement d'accords de propositions de services qui n'entrent pas dans un contexte de PPP. En revanche, nous sommes en relation notamment avec la Direction Générale des Douanes et l'ANPI dans le cadre de l'objectif gouvernemental du DIB-Développement Industriel du Bois.

Economie Gabon + à Patrick CLAES, DG de la SETRAG : Quelle est la raison de votre engagement ?

Dans le domaine ferroviaire, vous savez que la rentabilité est dépendante de la rotation des wagons. Cet accord signé entre les trois parties vise à optimiser les rotations en limitant les ruptures de charge tout en accélérant le temps de chargement et déchargement des wagons.



Jean François OLLIVIER,
DG groupe BOLLORÉ Gabon



Patrick CLAES,
DG de la SETRAG

Il n'y a qu'un point sur lequel nous n'avons aucune latitude à ce jour, c'est le temps du transport qui est tributaire des caractéristiques de la voie.

Economie Gabon + : Benoît SICARD, sur quels volumes minimaux vous êtes-vous appuyés pour convaincre les deux investisseurs, c'est à dire le groupe Bolloré et la SETRAG ?

Après concertation entre les entreprises, nous nous sommes engagés à fournir 355 TC de 20' chaque mois. Il s'agit d'une estimation prudente, qui permet néanmoins de rendre le projet viable. Ce volume évoluera à la hausse à partir de 2019, lorsque l'organisation atteindra son rythme normal d'activité.

Objectif : optimiser les rotations en limitant les ruptures de charge

Economie Gabon + : Benoît SICARD, précisez-nous les raisons de ce choix.

Pour l'instant, nous devons compter environ un mois entre la première transformation de nos produits, la mise en containers et le transport jusqu'au port, sachant que s'ajoutent à ces délais ceux nécessaires à l'embarquement des marchandises. Cette contrainte a un coût qui pèse sur notre compétitivité. Dorénavant, avec cette nouvelle formule de transport, nous gagnerons une quinzaine de jours. L'économie se multiplie et se calcule en temps

et en valeur. Elle se traduit par un gain de productivité de 15 à 20%, ce qui est considérable. D'autre part, pour les intérêts convergents des parties, nous sommes régulièrement en relation avec les services administratifs des douanes afin qu'ils implantent un bureau régional à Lastourville, ce qui éviterait une rupture de charge et se traduirait par un gain de temps supplémentaire. Ainsi, les conteneurs seraient dédouanés et chargés à Lastourville, puis déchargés directement au port d'Owendo.

Economie Gabon + : Benoît SICARD, vous représentez les 4 principaux forestiers de la zone de Lastourville. J'imagine que de plus petits exploitants de la forêt travaillent aussi dans ce périmètre. Auront-ils accès à cette base ? Si oui, sous quelles conditions ?

Nos confrères, quels qu'ils soient, pourront bien évidemment bénéficier de ces nouvelles installations. Nous étudierons ensemble la meilleure formule afin qu'ils puissent utiliser ce hub.

1,6 m^d de Francs CFA investis par la SETRAG pour le hub de Larstouville

Economie Gabon + : En termes d'investissements, qui engage les financeurs et à quelle hauteur, sachant que la durée d'amortissement est prévue sur 7 ans ?

Jean François OLLIVIER : Le groupe Bolloré intervient pour le compte des sociétés exportatrices. En qualité de logisticiens et manutentionnaires, nous investirons dans des matériels lourds de manutention, notamment des *reach stackers*, des engins de 45 tonnes qui coûtent chacun 300 à 400 millions de FCFA, et créerons de l'emploi en fonction des besoins et du développement de l'activité.

Patrick CLAES : Nous avons d'autres plateformes à Moanda, à Ndjolé et à Bououé, mais le cœur du trafic grumier se situe à Lastourville où nous disposons d'un grand parc à

EXCLUSIVITÉ

Le hub de Lastourville opérationnel avant la fin de l'année

bois. C'est pourquoi non seulement nous sommes en mesure de concéder une partie de cette surface au futur hub de Lastourville, mais nous acceptons également de financer l'intégralité de cette base qui sera réalisée par COLAS. Le coût de cette construction est estimé à 1,6 m^d de F CFA, hors investissements liés à l'acquisition des wagons.

Economie Gabon + : Patrick CLAES, qu'en est-il de la réfection, de l'entretien des rails, de la voie ferroviaire?

Cela n'a absolument rien à voir avec le sujet du jour. Cette partie est assurée par un autre programme d'investissement d'un montant de 325 millions d'euros qui est en cours d'exécution et s'étend jusqu'en 2023.

Economie Gabon + : Benoît SICARD, les transporteurs routiers perdent un gros marché. Pouvez-vous estimer l'impact économique de leur manque à gagner ?

Effectivement, le flux du transport de nos productions représente 180 camions par mois sur les routes, c'est à dire une quinzaine de chauffeurs. À ce sujet, il faut souligner l'impact environnemental positif de notre projet et la réduction des risques d'accidents. Il ne s'agit pas pour nous de créer une concurrence entre le transport routier et le transport ferroviaire. C'est un choix déterminé en fonction d'une rentabilité évidente. Jusqu'à présent, selon la saison et l'état des routes, nous transportons nos produits à 50% par la route et 50% par voie ferroviaire.

Economie Gabon + : Quand serez-vous opérationnels?

L'entrée en fonction du hub est prévue pour le début du dernier trimestre 2018 ■



Représentants des sociétés : SBL, SBK, PW-CEB, BH



LES TIC : VECTEURS DE CROISSANCE EN AFRIQUE

La quatrième révolution industrielle et la révolution numérique : DOIT-ON AVOIR PEUR DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

Comme les précédentes, la quatrième révolution industrielle questionne quant à ses conséquences sur l'emploi, mais plus encore sur le rapport de gouvernance entre l'Homme et la Machine, en raison de la composante considérée comme majeure de cette révolution : l'Intelligence Artificielle (IA). Ces craintes sont-elles fondées ?

L'histoire des révolutions industrielles montre qu'elles ont détruit des emplois et en ont créé d'autres. Parallèlement, les populations ont vu leur nombre et celui des travailleurs augmenter, notamment en lien avec la diversification des emplois relatifs aux activités immatérielles et de services où les compétences sont associées à la collecte et au traitement des données... ce que font les algorithmes de l'intelligence artificielle, mais plus vite et parfois mieux en évitant les risques d'erreur par interprétation. L'affaire est-elle perdue pour l'emploi qualifié des humains face au numérique ?

Au 20^e siècle, les technologies de l'information (TIC), Internet et l'automatisation (robots industriels) forment le socle de la « révolution industrielle 3.0 » et gé-

nèrent la crainte que le travail des hommes et des femmes dans les industries et les services soit effectué par des machines.

L'information considérée comme matière première stratégique :

Des révolutions « matérielles » aux révolutions « immatérielles »

L'intelligence artificielle réduit-elle la différence entre l'Homme et la Machine ?

Cependant, cette révolution se distingue de toutes les précédentes par la prise en compte d'une matière première dont le caractère stratégique fut longtemps limité au domaine militaire : l'information. En cela, cette révolution marque le passage d'une dimension « matérielle » des innovations sources de révolution industrielle à une dimension « immatérielle » ouvrant la voie à de nouveaux domaines d'innovation liés notamment aux processus analytiques et prédictifs des comportements humains, mais aussi aux nouveaux questionnements sur la maîtrise de la relation « Hommes-Machines ». Ce questionnement peut sembler pertinent si l'on se réfère à la définition de l'être humain.

Selon le dictionnaire Larousse, *l'espèce humaine se distingue des autres espèces notamment par son langage articulé et son intelligence développée.*

Or les robots et autres assistants numériques nous parlent dans un langage parfaitement articulé et se parlent entre eux. Le langage étant fait pour communiquer entre êtres d'une même espèce, si en plus l'on parle de « réseaux de neurones » pour définir une composante de l'intelligence artificielle, la question peut se poser :

Sommes-nous en train d'assister à la naissance de l'espèce « machine », concurrente potentielle de l'espèce humaine ?

L'intelligence artificielle au cœur et au cerveau de la 4^e révolution Industrielle ?

La « 4^e révolution Industrielle, dite révolution 4.0 » est fondée sur l'innovation dans les domaines suivants : **le traitement de masse des données (Big Data), l'Internet des objets et l'intelligence artificielle.** L'assimilation de l'espèce « Machine » à l'espèce « Homme » s'observe à travers ce qui a marqué les révolutions précédentes : « Le traitement de masse des

données » est à rapprocher du « travail de masse des humains » (2^e révolution), l'Internet permettant aux objets de communiquer entre eux à rapprocher de l'Internet permettant aux humains de communiquer entre eux (3^e révolution) et l'intelligence, certes artificielle, mais battant le champion du monde du jeu de Go (Watson d'IBM)... juste pour jouer ? L'adage « On apprend en jouant » est confirmé par les capacités d'apprentissage automatique des machines, appelé « Machine Learning », autre définition de l'intelligence artificielle.

Au 20^e siècle, la 3^e révolution industrielle a vu l'avènement d'une nouvelle matière première stratégique : l'information. Dans la « révolution industrielle 4.0 » du siècle suivant, l'information sera placée au cœur de l'intelligence artificielle, sous une appellation aux connotations « mathématiques » : les « données ». « Données » sans qui l'intelligence artificielle ne serait qu'un cerveau sans oxygène ■

Source : Philippe Loesch
Conseiller International
Développement des Territoires & Management de l'Innovation

INTERVIEW D'HERVÉ LACAUSSE DE CANAL +

Le Gabon : une exception culturelle d'Afrique Centrale

CANAL +, ce sont des centaines de chaînes de télé diffusées et les installations techniques inhérentes à leur bonne transmission, c'est la fibre optique, ce sont aussi des salles de cinéma... Hervé Lacaussade, directeur commercial, nous fait partager les coulisses de cette grande maison.

Par Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON + : Pourquoi qualifiez-vous le Gabon « d'exception culturelle » ?

En effet, le Gabon est une exception, car il s'agit de l'un des pays africains où le taux de pénétration des chaînes de CANAL+ par foyers est le plus élevé. Le taux d'équipement en matériel de réception satellite est même légèrement supérieur au nombre de foyers gabonais. Cela signifie que certains foyers ont plusieurs décodeurs et dans ces proportions, c'est une situation tout à fait exceptionnelle.

Néanmoins tous les foyers dotés de paraboles ne sont pas des abonnés actifs.

LES BOUQUETS CANAL : ENTRE 5 000 ET 40 000 F/ MOIS

La gamme de prix de nos bouquets CANAL+ s'échelonne entre la formule Access à 5.000 F/mois et la formule TOUT CANAL à 40 000 F/mois. En outre, les nombreuses thématiques et exclusivités que nous proposons permettent à chaque abonné d'accéder à son abonnement et de le renouveler en fonction des événements, de ses envies et de ses moyens.

Nous savons tous qu'une télécommande va changer trois fois de main dans la journée : le matin c'est très souvent la mère de famille qui l'emploie puis les enfants rentrent de l'école et se l'approprient jusqu'à ce que le père arrive et définisse ses choix. Nous proposons donc des thématiques différentes pour satisfaire pleinement tous les membres de la famille. Mais il y a des temps forts qui mobilisent et attirent plus significativement nos abonnés. Il s'agit notamment des grandes manifestations sportives telles que la CAN, les coupes et championnats européens, ou prochainement la coupe du monde de football. Ces événements amènent nos clients à varier le choix de leur bouquet. Les fêtes de fin d'années sont aussi des moments forts en consommation de films, séries et dessins animés, mais nous constatons également que nombre de nos fidèles clients offrent des abonnements aux membres de leur famille, notamment leurs parents.

Pour les vacances d'été, le choix de nos abonnés tend à favoriser les programmes jeunesse.

ECONOMIE GABON + : En fait, vous avez contextualisé une formule qui n'existe pas en Europe.

Effectivement, nous nous sommes adaptés au mode de consommation et aux sensibilités de notre clientèle en proposant une durée d'abonnement d'un mois de date à date. Nous avons compris que le mode de consommation est différent en Afrique où il se situe dans l'immédiateté, moins dans

l'anticipation et la prévision que dans la réponse à des envies et des besoins momentanés. Le groupe CANAL+ s'emploie à tester ce mécanisme dans d'autres pays sur d'autres continents. Couplée à des offres tarifaires très accessibles, cette durée d'abonnement est la clé de nos bons résultats.

ECONOMIE GABON + : Ce n'est un secret pour personne, vous êtes impactés par le réseau informel. Pouvez-vous nous en dire davantage ?

Il existe deux types de concurrence déloyale. Tout d'abord le développement de réseaux câblés qui équipent des quartiers complets et s'appuient sur nos propres décodeurs pour distribuer une quinzaine de chaînes en ligne. Ces réseaux pirates font payer un prix modique à « leurs » abonnés. Ce processus est très utilisé en Afrique de l'Ouest.

Il a aussi le développement de produits piratés disponibles à partir d'une connexion Internet. Ces produits sont composés de bouquets de chaînes étrangères et françaises qui sont « crackés » et proposés par des revendeurs sur le net. Pour pallier ce phénomène naissant, nous avons des équipes dédiées qui traquent les serveurs sur lesquels sont diffusés ces bouquets. Ce piratage est assez confidentiel, car non seulement l'offre est onéreuse, mais elle nécessite aussi une connexion Internet proche de la perfection avec un débit stable.

DONNER SANS RECEVOIR NE PERMET PAS DE PRODUIRE

Le piratage qui nous impacte le plus au Gabon est la diffusion illégale de chaînes étrangères sur un bouquet concurrent qui a pignon sur rue à Libreville. Non seulement ce concurrent n'a pas le droit de diffuser ces chaînes sur le territoire gabonais, mais en plus il les vole à leurs propriétaires et ne s'acquitte d'aucun frais et d'aucune taxe sur cette transmission. Ceci représente un manque à gagner pour notre groupe et pour l'État. Cette diffusion illégale est une concurrence déloyale au détriment de nos chaînes, de la législation et des ayants-droit. Pour contrer cet opérateur, les chaînes piratées et nous-mêmes avons intenté des actions et faisons confiance à nos autorités de tutelle pour interdire ces diffusions illicites. Il faut comprendre que cela met en péril le modèle gratuit qui est, nous le comprenons, très séduisant. En revanche, donner sans recevoir ne permet pas de produire. Donc, les acteurs privés qui investissent dans la production ont besoin de recevoir pour continuer d'enrichir le catalogue, qu'il soit cinématographique, musical ou sportif etc.



Hervé LACAUSSE – Directeur Commercial Canal +

CANAL + qui paye pour des droits de diffusion sur le continent africain est un acteur économique de poids au Gabon.

ECONOMIE GABON + : La fibre optique est votre nouveau bébé. Où en êtes-vous ?

À PRÉSENT, CANALBOX EST DISPONIBLE D'ANGONDJE À GLASS

Le groupe Vivendi a choisi le Gabon comme 1^{er} pays d'Afrique pour installer la fibre optique et proposer son offre internet très haut débit CANALBOX. Le Togo nous suit dès cette semaine dans cette aventure. Depuis octobre 2017, les équipes GVA déploient la fibre quartier par quartier sur Libreville. Nous avons commencé par Libreville-Nord parce que le câble sous-marin international passe au large de l'embouchure du Komo, ce qui nous a amenés à desservir d'abord Okala puis Angondje pour descendre progressivement vers le Sud. Nous sommes déjà opérationnels à Batterie IV, Haut et Bas de Gué-Gué, Montagne-Sainte, montée de Louis, au centre et jusqu'à Glass. Sur le plan technique, nous avons opté pour une solution nous permettant d'éviter la complexité du positionnement en sous-terrain. Ainsi, nous avons choisi l'aérien qui est une technologie plus simple, moins onéreuse, plus accessible, plus souple et plus rapide. Comme suite à des

accords signés avec la SEEG et l'État gabonais, notre fibre optique est portée par leurs poteaux. Ce procédé a été utilisé par notre groupe au Brésil et sa pérennité n'est pas à mettre en doute.

ECONOMIE GABON + : Quels sont les + de CANALBOX au regard de Gabon Télécom ?

Cette concurrence effective désigne avant tout un vainqueur : le client. Le but pour nous est d'offrir une vraie qualité de service grâce à cette technologie innovante et accessible. Le consommateur devient de plus en plus exigeant quant à son accompagnement, sa prise en charge. Nous nous appuyons avec GVA* sur l'ensemble du réseau de distribution de CANAL + qui compte plus de 300 boutiques et stores au Gabon, ainsi que sur nos commerciaux sur le terrain et notre centre de relation clients. Ces équipes ont pour objectif de favoriser la proximité, d'être particulièrement réactives et à l'écoute de nos clients.

Par le biais d'un réseau de distribution en cours de professionnalisation ici au Gabon, nous développons cette notion de multi-produits : l'Internet, la télé via satellite, les services de vidéo à la demande et de replay. Mais aujourd'hui, nous n'avons de licence que pour l'exploitation de l'Internet et n'avons donc pas d'offre double ou triple play. Néanmoins, quand vous utilisez la fibre, vous avez accès à tous nos services à la demande.

Pour conclure, soyez assurés que l'Afrique récupère actuellement très rapidement le retard qu'elle accusait en termes d'offres et de services.

CanalOlympia EST NÉ

ECONOMIE GABON + : Où en êtes-vous avec les salles de cinéma que vous appelez CanalOlympia ? Pourquoi ce nom ?

Le nom OLYMPIA de la célèbre salle parisienne appartient au groupe Vivendi, ce qui nous a donné l'idée de l'utiliser pour ce nouveau concept. La salle de cinéma de Port-Gentil est en cours de construction. Elle ouvrira ses portes bientôt. En ce qui concerne Libreville, nous espérons qu'elle ouvrira d'ici la fin de l'année. Nous disposons d'un module architectural montable en 3 mois. La salle CanalOlympia est un concept modulable conçu et standardisé pour l'Afrique. Elle peut accueillir jusqu'à 300 personnes assises, mais elle est novatrice en ce sens qu'elle est également transformable en scène *outdoor*, permettant dans cette configuration d'accueillir jusqu'à 5 000 spectateurs. Toutes nos salles sont équipées d'un matériel hautement sophistiqué, qui permet de diffuser tous les formats de toutes les provenances. Ces ouvrages seront implantés dans plusieurs pays du continent et le Gabon accueille la dixième scène.

Ces salles seront ouvertes aux talents émergents tels que les acteurs, les chanteurs, les humoristes... Elles seront un faire-valoir et leur permettront de se produire dans des conditions optimales. Ces structures sont appelées à être utilisées pour diffuser des émissions ou des matches, des avant-premières... L'adaptabilité du produit peut aussi répondre à des besoins en termes de location à titre privé pour des séminaires ou des colloques, des colloques. Nous pourrions avec cette conception modulaire être complémentaires de l'Institut Français ■

** GVA - est une filiale du groupe Vivendi dédiée au développement de l'accès internet Très Haut Débit en Afrique*



Les techniciens de Canal en pleine action

En 2017, le mobile représentait 6,5% du PIB et plus de 200 000 emplois directs en Afrique de l'Ouest

Le marché de la téléphonie mobile continue de croître fortement en Afrique de l'Ouest, tout comme son impact sur l'économie de la sous-région.

La rédaction

Dans l'édition 2018 de son étude intitulée « The Mobile Economy West Africa », l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile (GSMA) estime à 6,5% la contribution du marché mobile au produit intérieur brut (PIB) de la sous-région. Soit 37 mds de dollars US générés par le grand marché télécoms que forment les 15 pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Cette contribution financière au PIB a été suscitée par l'accroissement du nombre de consommateurs lui-même porté par l'extension des réseaux télécom dans les zones rurales et les coûts abordables des services et des téléphones mobiles. Au terme de l'année 2017, la GSMA estimait à 176 millions le nombre d'abonnés uniques au mobile en Afrique de l'Ouest. Soit un taux de pénétration de 47%, en hausse de 28% comparé au début de la décennie.

D'ici 2025, GSMA indique que l'économie mobile devrait encore croître en Afrique de l'Ouest grâce au déploiement des réseaux télécoms à haut débit et l'adoption croissante des smartphones. Près de 72 millions de nouveaux abonnés à la téléphonie mobile feront leur apparition



dans la sous-région, portant le taux de pénétration du mobile à 54%. Cette embellie aura un impact encore plus significatif sur la contribution du marché mobile au PIB de la sous-région : plus de 7,7%, soit plus de 51 mds de dollars US.

Côté emploi, le marché du mobile d'Afrique de l'Ouest a fourni un emploi direct à plus de 200 000 personnes

en 2017, principalement dans la vente au détail et la distribution de services et de combinés. De plus, l'activité économique dans l'écosystème a créé des emplois dans d'autres secteurs liés en raison de la demande générée par le secteur mobile. À l'avenir, GSMA prévoit une augmentation de l'employabilité suscitée par le secteur du mobile, à la fois en termes relatifs et absolus ■



COMMUNIQUÉ

Le Congo et le Gabon concrétisent l'intégration régionale numérique avec l'appui de la Banque mondiale

Dans la ville frontalière de Lekoko au Gabon, la République du Congo et la République du Gabon ont procédé à l'interconnexion de leurs réseaux terrestres de fibre optique longs de 504 km pour la partie congolaise et 1100 km pour la partie gabonaise. Ils clôturent ainsi la première phase de mise en œuvre du projet de dorsale à fibre optique en Afrique centrale, encore appelée *Central African Backbone* (CAB).

« Les deux pays viennent de franchir une étape décisive dans la réalisation de l'intégration régionale numérique. À terme, cela permettra de diversifier leur économie, de créer des emplois et de démocratiser l'utilisation des technologies et services de l'information et de la communication dans la sous-région », souligne Elisabeth Huybens, directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Cameroun, le Gabon, l'Angola, la Guinée Équatoriale et Sao Tomé & Principe, et responsable du programme d'intégration régionale de la Banque mondiale pour l'Afrique centrale. « La Banque mondiale est fière d'avoir contribué au financement de ce projet déterminant ».

Initié en avril 2007 par les pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) lors du sommet de N'djamena, au Tchad, le projet Central African Backbone (CAB) vise à favoriser l'intégration sous-régionale et à réduire la fracture numérique grâce à des infrastructures terrestres de haut débit à base de fibre optique. L'enjeu est d'augmenter la capacité de liaison numérique entre les 11 pays de la Communauté. La Banque mondiale a financé les principales étapes de ce programme au Cameroun, Tchad et Centrafrique (CAB1), Sao Tomé-et-Principe (CAB2), République du Congo (CAB3), Gabon (CAB4) et République démocratique du Congo (CAB5).

Lancé au Congo en 2011, le projet CAB est financé à hauteur de 125 millions de dollars dont 20 millions apportés par la Banque mondiale. Il a ensuite été mis en œuvre au Gabon à partir de 2012 pour un coût total de 109 millions de dollars dont 58 millions de la Banque mondiale. Les financements restants ont été mobilisés par les pays respectifs, mais également par le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) en République du Congo et en Centrafrique.

D'ici 2020, le projet CAB entend s'élargir à d'autres pays de la sous-région. Il prévoit de raccorder le réseau du Congo à celui du Cameroun et de la Centrafrique d'une part, et le réseau du Gabon à celui du Cameroun et de la Guinée Équatoriale d'autre part. En augmentant l'offre de services à large bande, en réduisant le coût des services des télécommunications et en facilitant les échanges de biens et services dans la sous-région, les États de la CEMAC sont déterminés à devenir de véritables hubs régionaux en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC).



OSEZ LA CONNECTOLOGIE*

EN METTANT DU HAUT DANS

VOTRE DÉBIT !



*Ensemble des technologies utilisées par Waka pour permettre à ses clients d'être hautement connectés.

B.P. : 23825 Libreville Gabon • Tél.: 05993724 • Site web : www.waka-sa.ga

L'UNESCO et l'État gabonais décernent des attestations aux derniers lauréats du programme «Former ma Génération»

Le 29 mars 2018, lors de sa première visite officielle au Gabon, Madame Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, a participé à la cérémonie de remise des attestations aux derniers lauréats du programme «Former Ma Génération» – Gabon 5000 (en anglais Train My Generation), au Palais de la présidence. Cette cérémonie organisée en faveur des 300 meilleurs lauréats des centres de Libreville était placée sous le haut patronage de Madame Audrey Azoulay et de Son Excellence Ali Bongo Ondimba, Président de la République gabonaise.

La rédaction

Former Ma Génération – Gabon 5000 est né de l'ambition du Président gabonais, lors du New York Forum Africa 2013, de voir sa jeunesse formée aux Technologies de l'information et de la communication (TIC). Cette ambition a été matérialisée en 2014 à Paris par la signature d'un accord de partenariat entre l'UNESCO et Airtel Gabon, dans lequel l'UNESCO apporte son expertise et Airtel Gabon le financement.

Le programme conçu comprend quatre composantes : (1) Initiation à l'outil informatique ; (2) Soutien scolaire en ligne ; (3) Développement d'applications mobiles et accompagnement à l'entrepreneuriat ; (4) Formation aux métiers rares de l'économie numérique. 13 centres ont été construits sur toute l'étendue du territoire national, dans lesquels sont formés les jeunes. Chaque for-

mation est sanctionnée par une attestation ou un certificat remis au cours d'une cérémonie.

Les derniers lauréats de Libreville sont essentiellement des jeunes de 17 à 35 ans, élèves, étudiants, chômeurs et travailleurs. Ils sont au nombre de 1042 parmi lesquels les 300 meilleurs mis à l'honneur ce jour-là. Cette dernière cuvée comprend 53% de garçons et 47% de filles. 68% sont de niveau 1 (niveau ouvert aux personnes n'ayant pas une bonne base en informatique), 18% sont de niveau 2 (niveau ouvert aux candidats ayant déjà une base informatique), le reste comprenant les jeunes formés au niveau expert (niveau débouchant sur 7 spécialisations des TIC : Opérateur de saisie informatique, Assistant aide comptable, Assistant graphiste, Assistant web/

multimédia, Assistant maintenance informatique, Assistant réseau informatique, Assistant helpdesk).

Lors de la phase protocolaire de la cérémonie, Madame Nadine Anguilet Ep Obame, Ministre de l'Éducation nationale, Présidente de la commission nationale pour l'UNESCO et représentante du gouvernement gabonais, s'est réjouie de l'excellente coopération entre l'UNESCO et le Gabon, matérialisée notamment par la mise en œuvre de ce programme qui fait intervenir trois ministères : l'Éducation nationale, l'Économie numérique et la Formation professionnelle.

Dans l'optique de pérenniser le programme «Former Ma Génération» arrivé à son terme, Monsieur Alain KAHASHA

Ntumwa, Directeur général d'Airtel Gabon – Partenaire financier du projet – a invité l'ensemble des opérateurs économiques exerçant au Gabon à prendre le relai en soutenant de telles initiatives qui participent au développement économique et social du pays.

Quant à Madame Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, elle s'est réjouie de ce que le Gabon affirme son engagement de mettre en œuvre les 17 objectifs que les États du monde se sont fixés pour 2030, notamment l'Objectif de développement durable 4 : «Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie», qui tient très particulièrement à cœur



Séance selfie des lauréats avec les officiels – © UNESCO

à l'UNESCO, en tant qu'agence des Nations Unies jouant un rôle primordial en matière d'éducation. À cet égard, le programme Former Ma Génération est une contribution remarquable. En outre, elle a invité l'auditoire à saluer l'engagement citoyen de la société Airtel Gabon, qui a cru en cette vision et a signé en octobre 2014 un accord de fonds en dépôt avec l'UNESCO.

Les lauréats n'étaient pas en marge de cette célébration. Pour manifester leur gratitude, leur représentante, Mademoiselle Clara Adama Nkola Maiguri, vice-major de cette promotion, a remercié l'ensemble des partenaires de ce programme. Elle a également invité ses camarades à garder intacte l'enthousiasme qui leur a permis de se démarquer. Car «le contexte socio-économique actuel est assez difficile, notre devoir est de renforcer les liens qui nous unissent et de poursuivre les objectifs que nous nous sommes fixés, à savoir, devenir de meilleurs ouvriers du développement de notre beau pays le Gabon», a-t-elle ajouté.

Après cette phase protocolaire, la Directrice générale de l'UNESCO et le Président gabonais ont remis les attestations aux meilleurs lauréats, puis se sont prêtés avec eux à une séance photo ■

Source : unesco.or

« En Afrique, les start-up répondent à des problématiques relevant des compétences des États ».

Inclusion financière, marché informel, microprêts : les créateurs du fonds Partech Africa décodent la révolution numérique à l'œuvre sur le continent.

COMMENT A DÉBUTÉ L'AVENTURE PARTECH AFRICA ?

Cyril Collon (CC) Nous nous connaissons depuis nos études supérieures à Paris. Tidjane arrivait de Dakar, moi de Douala, où j'ai grandi en partie. Par la suite, Tidjane est devenu directeur de Google en Afrique francophone, moi vice-président des ventes Afrique de Verscom Solutions. Il y a deux ans, nous nous sommes retrouvés autour d'un café à Paris. Nous sentions tous les deux que l'Afrique suscitait énormément d'intérêt et que le moment était venu de construire quelque chose ensemble sur le continent.

PARTECH AFRICA SERAIT DONC UN FONDS D'IMPACT SOCIAL ?

Avoir pignon sur rue à Paris et San Francisco ne suffit plus au bonheur de Partech Ventures. Créé en 1982, le fonds de capital-risque transatlantique s'installe à Dakar et mise désormais sur l'Afrique. Il a lancé le 18 janvier Partech Africa, son premier fonds africain (57 millions d'euros réunis à ce jour), avec pour objectif d'identifier et de faire grandir les prochains champions de la « tech » africaine. Aux commandes, deux amis, Cyril Collon et Tidjane Deme, convaincus que l'heure est enfin venue pour la « tech » africaine.

Tidjane Deme (TD) Face à cette dynamique, nous nous sommes posé une question : que pouvons-nous faire ? Ne serait-il pas possible d'amener des grands fonds de capital-risque internationaux à penser l'Afrique différemment avec nous ? C'est ainsi que des synergies ont vu le jour avec Romain Lavault et Philippe Collombel que nous connaissions déjà bien, tous deux associés de Partech Ventures. Partech Ventures n'était pas encore présent sur le continent, mais commençait à voir arriver depuis Paris un flux africain d'affaires de plus en plus structurant. Partech Africa est né à ce moment-là.

TROUVER VOTRE PREMIER SOUSCRIPTEUR A-T-IL ÉTÉ DIFFICILE ?

CC Grâce à sa notoriété reposant sur trente-cinq années de présence en Europe et dans la Silicon Valley, Partech Ventures nous a permis de crédibiliser une nouvelle offre de capital-risque centrée sur la « tech » africaine. La période était la bonne. La Banque mondiale, qui n'avait jamais souscrit dans des fonds centrés sur le numérique en Afrique, a réalisé son premier investissement de ce type à nos côtés. Nous avons été rejoints par le fonds Averroès, géré par Proparco et BPI France, et par la Banque européenne d'investissement.

MAIS AUCUN INVESTISSEUR AFRICAIN NE FIGURE À VOTRE TOUR DE TABLE...

TD Pour le symbole, nous aurions aimé pouvoir annoncer immédiatement des investisseurs africains. Mais l'écosystème d'investissement n'est pas encore assez développé sur le continent. Nous discutons avec des investisseurs africains privés potentiels pour le second tour de table de Partech Africa. Nous avons en Afrique des start-up qui répondent tous les jours, en utilisant le numérique, à des problématiques relevant des compétences de l'État. Les États africains vont donc également être de plus en plus attentifs à ce phénomène. Le plus

important, c'est que là où hier notre génération voyait des contraintes, ces entrepreneurs voient des opportunités. Ils n'ont peur de rien, ils touchent à tout, y compris à ce qui est du ressort des pouvoirs publics.

TD Notre thèse d'investissement, c'est que les entrepreneurs sont déjà en train de s'attaquer à des problèmes structurels du continent. Ce sont eux qui font de l'inclusion financière avec les « Fintech » [technologies financières]. Ce sont eux qui sont en train de résoudre une grande partie des problèmes d'électricité en Afrique. Ce sont eux, enfin, qui vont numériser le marché informel et le rendre plus efficace. Je crois beaucoup en l'impact, cependant je ne suis pas sûr que la meilleure approche soit d'essayer de forcer les choses en faisant nécessairement de l'impact dit « social ».

COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LE POTENTIEL DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN AFRIQUE ?

TD La démocratisation de l'intelligence artificielle permet de créer de nouveaux services, y compris dans l'informel. Par exemple, les plateformes de prêt utilisent de plus en plus des méthodes d'intelligence artificielle pour évaluer le risque client dans le cadre de microprêts aux petits commerçants ou aux paysans africains ■

Source : Le Monde Afrique

ONDES ÉLECTROMAGNÉTIQUES : LES TÉLÉPHONES PORTABLES RESPECTENT-ILS LES NORMES ?

L'Agence nationale française des fréquences a publié pour la première fois les résultats de ses tests sur l'émission d'ondes électromagnétiques des téléphones portables. Voici ses conclusions sur près de 400 appareils analysés.

La rédaction



Le portable n'émet que très rarement à sa puissance maximale, le plus souvent lorsqu'il se trouve en limite de couverture.

Les téléphones portables respectent bien la réglementation européenne en termes d'émission d'ondes électromagnétiques : c'est la conclusion principale des tests menés par l'Agence nationale des fréquences (ANFR) sur 379 téléphones portables rendus publics en juin 2017. La publication de ces mesures marque un revirement de la part de l'ANFR qui avait indiqué début janvier 2017 ne pas pouvoir ouvrir leur accès au grand public, malgré un avis favorable de la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada). La Cada avait été saisie par un citoyen, Marc Arazi, ex-coordonateur de l'association de défense de l'environnement Priartem. L'Agence s'engage dorénavant à publier chaque trimestre ses mesures réalisées sur les appareils commercialisés sur le marché français.

LORS D'UN APPEL, UN PORTABLE N'ÉMET PAS EN CONTINU

L'ANFR a prélevé les portables de manière inopinée sur des lieux de vente français entre 2012 et 2016. Puis elle a laissé le soin à des laboratoires accrédités de s'assurer que les DAS (débit d'absorption spécifique) des appareils sont conformes à la réglementation. Mesuré en watt par kilogramme (W/kg), le DAS correspond à la partie de l'énergie électromagnétique que le portable dégage et qui est absorbée par notre corps. Équipés de mannequins remplis d'un liquide dont les caractéristiques d'absorption sont identiques à celles du corps humain, les laboratoires ont mené deux types de mesures : lorsque le portable est au contact de l'oreille et lorsqu'il est positionné près du tronc (par exemple dans la poche d'une veste ou dans un sac, mimant les conditions d'un appel en kit mains-libres). « Tous les DAS sont conformes à la réglementation en vigueur, soit inférieurs à 2 W/kg », résume l'ANFR. Selon les appareils, les valeurs maximales mesurées au niveau de l'oreille varient entre 1 W/kg et 1,8 W/kg, et au niveau du tronc entre 1,1 W/kg et 1,4 W/kg.

Notons que tous les tests ont été réalisés dans des conditions identiques et très

strictes, le mobile émettant à sa puissance maximale pendant les 6 minutes d'appel téléphonique. Ce qui ne reflète pas notre usage le plus courant. « Pour une communication vocale, le téléphone n'émet statistiquement qu'environ la moitié du temps et n'émet pas lors de l'écoute ; en outre, la durée moyenne des appels est inférieure à 6 minutes », précise l'ANFR. De plus, le portable n'émet que très rarement à sa puissance maximale, essentiellement lorsqu'il se trouve en limite de couverture (une seule barre pour l'icône symbolisant la qualité de réception). Et lorsque nous surfons sur Internet, « le téléphone émet rarement plus de 10 % du temps », ajoute l'Agence.

LE SEUIL DÉPASSÉ SI LE PORTABLE EST TENU À MOINS DE 5 MILLIMÈTRES

L'ANFR a effectué des tests supplémentaires au contact du corps et à moins de 5 millimètres de distance. Et dans ces cas-là, les DAS vont « au-delà de la norme de 2 W/kg. Mais ces seules données ne peuvent être utilisées pour apprécier la conformité de ces appareils », selon l'ANFR. Car dès 2012, « la directive européenne R&TTE 1999/5/CE alors en vigueur prévoyait que les constructeurs puissent choisir une distance entre 0 et 25 mm pour mesurer le DAS tronc », ajoute l'Agence. Néanmoins, ces résultats ont été communiqués à la Commission européenne. Peut-être une nouvelle recommandation – précisant qu'il est déconseillé de tenir son portable à moins de 5 millimètres de sa peau – émergera-t-elle prochainement...

TROIS SECTEURS ATTIRENT LA PLUPART DES INVESTISSEMENTS TECH EN AFRIQUE

La rédaction

Les startups africaines du numérique attirent de plus en plus les investisseurs locaux et internationaux. Pour illustration, le dernier rapport du fonds d'investissement Partech Ventures révèle qu'en 2017, les entreprises tech en Afrique ont levé 560 millions de dollars. En voici les tendances sectorielles.

Le nombre de levées est en forte progression (+61%) et les montants ont été multipliés par 14 depuis 2012, ce qui démontre à la fois la jeunesse du marché et l'intérêt croissant des fonds de capital-risque.

Dans le détail, on remarque que trois secteurs concentrent ces investissements. Avec 344 millions de dollars, ils représentent 61% du total des levées de fonds, contre 72% en 2016.

Que ce soit via un ordinateur, un mobile ou les réseaux sociaux, le commerce en ligne est le plus utilisé. Les 105 millions de dollars levés par

les startups du secteur représentent une forte augmentation de 74%. Cette progression est largement portée par l'investissement de 69 millions de dollars effectué par Naspers, géant Internet sud-africain, dans la société d'e-commerce Takealot. La Fintech a levé 119 millions de dollars, soit +70% en un an. Le « off grid » (hors réseau) – c'est-à-dire des solutions énergétiques autonomes fonctionnant en dehors du réseau électrique classique – a recueilli 120 millions de dollars (-10%).

La tech s'empare de ce dernier secteur en multipliant les solutions de paiement à l'usage. « Comme un bon signe de maturité du marché, les startups tech du off-grid ont levé presque le même montant de fonds propres en 2017 (134 millions de dollars en 2016), mais elles ont ajouté un financement par emprunt de 117 millions de dollars », précise Cyril Collon, general partner chez Partech Ventures, dans ce rapport.

Autre fait marquant de cette étude, la

croissance spectaculaire du B2B, portée par l'édition de logiciels (+800% entre 2016 et 2017, 60 millions de dollars levés).

Au niveau géographique, Afrique du Sud, Nigeria et Kenya restent largement en tête, devançant l'Égypte et plusieurs pays francophones.

Partech Ventures vient de lancer un fonds doté de 57 millions d'euros destiné aux startups du continent. Rencontrés en début d'année par Business Insider France, ses deux responsables – Tidjane Dème et Cyril Collon – avaient notamment évoqué à cette occasion le potentiel de digitalisation de l'économie informelle.

De plus en plus courtisées par les fonds d'investissements, les pépites africaines du numérique sont en train de franchir une nouvelle étape. Attirés par la « hype » médiatique autour de la « tech africaine », les investisseurs internationaux s'engagent désormais activement dans le financement des start-up du continent ■

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

BLU NIGHTS

DES MOMENTS REMPLIS
D'ÉMOTIONS ET DE FUN

DÉCOUVREZ NOS ACTIVITÉS
JUSQU' AU MOIS DE JUIN
SUR LA TERRASSE DU WAÏ BAR
DU MARDI AU VENDREDI

LE MARDI ET MERCREDI
PROJECTION DES MATCHS

LE JEUDI
OLD SCHOOL AFTER WORK
WITH DJ DIZ LE PHARAON

LE VENDREDI
PRESTATION MUSICALE LIVE

INFOLINE: 01 448000

DE 19H00 À 21H00

RADISSON BLU
OKOUME PALACE HOTEL

5 Boulevard de Nice,
BP 2254 Libreville, Gabon

T: +241 01 448000
info.libreville@radissonblu.com
radissonblu.com/hotel-libreville

22 MARS, JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU

Certaines journées sont dédiées à des fêtes plus ou moins nobles. Au regard de la valeur fondamentale de l'eau, celle du 22 mars de chaque année ne devrait-elle pas être plus honorablement célébrée ? De par ses fonctions initiales de producteur d'eau dont elle distribue 5 marques, la SOBRAGA s'investit discrètement dans les hôpitaux de Libreville et de Port-Gentil et se distingue en offrant 5000 bouteilles de 1,5 litre. C'est aussi pour cette entreprise gabonaise l'occasion idéale de célébrer les formidables ressources en eau dont regorge le Gabon, ce qui lui permet de proposer des eaux de qualité, multi-certifiées au meilleur prix à l'ensemble de la population.

La rédaction

Le Gabon est couvert à 85 % de forêts son climat est de type équatorial humide. Il se caractérise par une abondante pluviométrie variant de 2 à 4 mètres de précipitations annuelles et dispose d'un vaste réseau hydrographique marqué par de nombreux cours d'eau (lagunes, fleuves, rivières, lacs). On peut citer principalement l'Ogooué qui alimente 72 % du territoire national, soit 215 000 km². Cet important cours d'eau arrose plusieurs sous-bassins majeurs. Dans ce réseau hydrographique, il convient également de souligner l'importance de la Nyanga, second fleuve du Gabon, qui alimente 8,5 % du territoire national. La plupart des cours d'eau débouchent sur une façade maritime dont la longueur oscille entre 800 et 900 km. Le Gabon dispose ainsi d'une étendue d'eau marine dont l'estimation approximative est de 265 000 km².



Joël GALLATO, Directeur Commercial Marketing et Logistique de la SOBRAGA et une partie du personnel du CHU d'Owendo

L'HUMANITÉ A BESOIN DE L'EAU

Une goutte d'eau est flexible. Une goutte d'eau est puissante. Rien n'est plus nécessaire qu'une goutte d'eau. L'eau est au cœur du développement durable. Les ressources en

eau, ainsi que la gamme de services qu'elles peuvent rendre, contribuent à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique et à la sauvegarde de l'environnement. De la nourriture et la sécurité énergétique à la santé humaine et environnementale, l'eau contribue à l'amélioration du bien-être social et à une

croissance équitable, affectant les moyens de subsistance de milliards d'individus.

L'EAU : LA RÉPONSE EST DANS LA NATURE

Cette année, nous proposons d'explorer les différentes manières dont nous pouvons utiliser la nature pour surmonter les défis de l'eau du 21^e siècle. Associés aux changements climatiques, les dommages environnementaux sont à l'origine des crises liées à l'eau observées dans le monde entier. Les inondations, la sécheresse et la pollution de l'eau sont aggravées par la dégradation de la végétation, des sols, des rivières et des lacs.

Lorsque nous négligeons nos écosystèmes, il est plus difficile de fournir à tous l'eau dont ils ont besoin pour survivre et prospérer.

Les solutions fondées sur la nature ont le potentiel de résoudre nombre de nos problèmes d'eau. Nous devons faire beaucoup plus avec l'infrastructure «verte» et l'harmoniser avec l'infrastructure «grise» dans la mesure du possible. Planter de nouvelles forêts, reconnecter les rivières aux plaines inondables et restaurer les zones humides permettront de rééquilibrer le cycle de l'eau et d'améliorer la santé humaine et les moyens de subsistance.

L'un des objectifs de développement durable – Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau –, a notamment pour cible de réduire de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et d'augmenter considérablement le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau à l'échelle mondiale ■

AIRTEL GABON ET LA MAIRIE D'OWENDO MONTRENT L'EXEMPLE

L'opération de pose de vignettes sur les portières des taxis a été lancée mercredi dernier dans la cour de la mairie d'Owendo. Le géant gabonais de la téléphonie mobile Airtel Gabon a remis à l'édile de la ville de 2 000 vignettes portant le message «Protégeons notre environnement. La propreté est l'affaire de tous».

La rédaction



Jeanne Mbagou, Maire d'Owendo et Cyril Ondzigui, Directeur marketing d'Airtel Gabon posant une vignette sur une portière de taxi

Pour promouvoir la propreté au cours de l'année 2018, la mairie d'Owendo et Airtel

Gabon ont montré leur réelle et bonne volonté à promouvoir des comportements sains dans un environnement sain. Ainsi,

dans le cadre d'un partenariat, ils ont procédé mercredi dernier à l'estampillage des taxis. Plus de 2 000 vignettes portant

le message «Protégeons notre environnement. La propreté est l'affaire de tous» ont été remises à l'autorité municipale.

Pour Cyril Ondzigui, directeur marketing d'Airtel Gabon, Airtel a été sollicité par la mairie en tant qu'entreprise citoyenne œuvrant dans le domaine de l'environnement. Dans ce cadre, un travail d'ensemble a été effectué pour aboutir à un partenariat gagnant-gagnant visant à véhiculer un message sur la protection de l'environnement.

Saluant cette synergie, Jeanne Mbagou, maire d'Owendo a expliqué les raisons pour lesquelles le conseil municipal de la commune d'Owendo a jugé utile de travailler et d'unir ses efforts avec Airtel dans ce challenge visant la protection

de l'environnement. «Airtel est une société de téléphonie mobile qui s'investit beaucoup dans notre pays».

Par ailleurs, le choix de la protection de l'environnement reste pour la mairie d'Owendo un message adressé à ses populations. «Contrairement à ce que les gens pensent, la propreté n'est pas l'affaire de la mairie seulement ou du gouvernement. C'est l'affaire de tout le monde» ■

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smart-phone pour lire l'article



DÉVELOPPEMENT DURABLE : La Chine annonce le lancement du plus grand marché de carbone au monde



La Fondation BGFIBank offre une nouvelle bibliothèque aux élèves du Lycée d'Application Nelson Mandela à Libreville

Entièrement financé par la Fondation BGFIBank à hauteur de 50 millions de F CFA, ce projet de rénovation avait pour objectif d'augmenter la capacité d'accueil de la bibliothèque tout en améliorant sa fonctionnalité.

La rédaction

Visible, ouverte et accueillante, tel est le nouveau visage de la bibliothèque du Lycée d'Application Nelson Mandela rénovée par la Fondation BGFIBank et inaugurée le 22 mars 2018 en présence du Directeur de cabinet du Ministre de l'Éducation Nationale et de plus de 300 invités.

Après six mois de travaux, la cérémonie d'inauguration officielle de la nouvelle bibliothèque du Lycée d'Application Nelson Mandela, à laquelle assistaient également les ambassadeurs d'Espagne et de Corée du Sud ainsi que le Secrétaire Général de la Commission Nationale pour l'UNESCO, s'est déroulée dans le cadre du « Mandela's Day », journée de commémoration de la sortie de prison du Président Nelson Mandela célébrée chaque année par le Lycée.

Entièrement financé par la Fondation BGFIBank à hauteur de 50 millions de F CFA, ce projet de rénovation a pour objectif d'augmenter la capacité d'accueil de la bibliothèque tout en améliorant sa fonctionnalité. La mise en œuvre de ce projet répond également à la volonté de favoriser la fréquentation de la bibliothèque et d'offrir aux 3400 élèves du lycée un cadre d'apprentissage de qualité afin d'encourager leur capacité à construire un imaginaire et des savoirs au-delà de leur quotidien. « Nous sommes particulièrement heureux que l'aboutissement de ce projet fasse du Lycée d'Application Nelson Mandela, établissement reconnu pour l'excellence de son enseignement, le 1^{er} établissement secondaire au Gabon dans la mise en œuvre de notre programme visant à encourager l'excellence », a souligné dans son allocution la Représentante du Président de la Fondation, Madame Huguette OYINI, Directeur Général Adjoint de BGFI Holding Corporation.

UN ÉQUIPEMENT MODERNE AU CŒUR DU LYCÉE

Située dans un espace de plus de 150 m², avec un taux de fréquentation journalier d'une centaine d'élèves, la nouvelle bibliothèque s'intègre parfaitement dans le cadre de l'établissement.

À PROPOS DE LA FONDATION BGFIBANK

Le Groupe BGFIBank s'est engagé depuis plusieurs années dans une démarche de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Si cet engagement sociétal implique une dimension sociale tournée vers les besoins et le bien-être de ses salariés et une dimension environnementale tournée vers la protection de l'environnement, il ne se réduit pas à cela. En effet, cet engagement comporte également une dimension citoyenne supposant la prise en compte des besoins de la société civile en contribuant notamment à lutter contre l'exclusion, les inégalités et la pauvreté. La Fondation BGFIBank contribue concrètement à l'ambition d'un développement responsable en soutenant des actions d'intérêt général au profit de tous. Porteuse de valeurs de solidarité, la Fondation est au service de la réalisation des objectifs du Groupe en matière de responsabilité

sociétale. À ce titre, elle est chargée de maintenir un dialogue permanent avec les communautés d'accueil dans l'ensemble de ses pays d'implantation. La Fondation BGFIBank donne la priorité aux initiatives locales ciblées, aux projets dont les effets ont un impact direct sur les populations bénéficiaires. Elle intervient dans le domaine de l'éducation et de la formation.



OGAR,
L'ASSURANCE À VOS COTÉS

Contactez - nous au:
Tél: +241 01 76 15 96 / 01 76 04 95
Fax: +241 01 76 58 16 / 01 76 46 43
www.groupeogar.com

Ogar
Toujours avec vous



LEADER DU **CONSEIL IMMOBILIER** AU GABON



BIENS DU MOIS A LOUER

NAT.	CARACT.	SURF.	PRIX Fcfa	LOCALISATION	PIEC.	PARK./ DOC.
Bu- reaux	Vue sur mer, open space	250 m2	2 500 000	Bord de mer, Immeuble BICP	6	4
Bureau vitré	Cadre agréable	65 m2	1 000 000	Bord de mer, Immeuble BICP	1	2
Bu- reaux	Vue sur mer, plusieurs terrasses, piscine et salle de sport	160 m2 et +	300 000 à 3 500 000	Centre-ville, Tropicana, batterie 4, Louis, Bord de mer, Haut de Gué Gué	4	2
Studio	Vue sur mer, plusieurs terrasses, piscine et salle de sport	70 m2	1 200 000	Tropicana, batterie 4	2	2
Appart.	Vue sur mer	75 m2	1 500 000	Immeuble BICP, Résidence Equateur	2	2
Appart.	Vue sur mer	210 m2	2 400 000 à 3 600 000	Résidence Equateur	3 à 4	2
Appart.	Vue sur mer, plusieurs terrasses, piscine et salle de sport	160 m2 et +	800 000 à 3 500 000	Tropicana, batterie 4, Louis, Bord de mer, Haut de Gué Gué	4	2
Villa en duplex.	Haut standing	190 m2 et +	1 200 000	Derrière le Camp de Gaulle	5	2

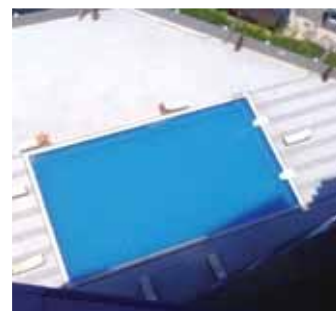
BIENS DU MOIS A VENDRE

Appart.	2e étage	154 m2	90 M	Avenue de Cointet	4	TF
Appart.	3e étage	145 m2	130 M	Centraffair Rénovation	4	TF
Villa	Atelier + Magasin + bureaux + (Matériel)	1320 m2	290 M	IAI/Mindoube	9	TF
Villa	Haut standing	923 m2	400 M	Damas	11	Décret définitif
Villa	Haut standing avec piscine	≈ 700 m2	350 M	Batterie 4	5	TF
3 R+ 1	14 appartements en finition	1700m2	370 M	Alibendeng	4	Décret définitif
2 villas jumelées en duplex	En finition, maté- riel disponible	500 m2	115 M	Angondje Château	10	TF
Terrain	Clôturé	1000 m2	150M à 200 M	Sablière, Batterie 4, Charbonnages		TF
Terrain	Bordure de route principale et voie secondaire	500m2 à 1000m2	20 M à 40 M	Angondje, Akanda, carrefour Gigi, Amissa, Owendo,		Décret Définitif

NOS PRODUITS À DISPOSITION



Résidence Equateur,
appartements et studios
meublés en location à Louis



Appartements à louer à
Batterie IV



Appartements à louer à
Batterie IV



Terrain clôturé à vendre à Angondje



Villa contemporaine à vendre meublée à IAI/
Mindoube, avec Bâtiment magasins & bureaux



Appartement grand luxe meublé à louer à Louis



Bureaux en open space à louer à l'immeuble BICP



Villa haut standing à vendre à DAMAS



Appartement à vendre à l'Avenue de Cointet

Immeuble BICP, bord de mer - 1474, Av. G. Pompidou / BP 4562 Libreville - Gabon
Fixe : (+241) 01 73 18 80 / Portable : (+241) 05 31 70 00 / 07 72 42 43
Email.: pchandezon@gmail.com - servicecommercial@bicpgab.com / Site internet : **www.bicpgab.com**
Burkina Faso : Zone Zaca 10 BP 13589 - Ouagadougou - Tél : +226 25 30 00 14 / 77 68 64 64

COMMENT MANGER SAINEMENT ?



Tous les médecins et nutritionnistes s'accordent aujourd'hui sur le « **bien se nourrir** » que l'on peut résumer ainsi : **moins de produits raffinés, moins de produits transformés, moins de produits sucrés, moins de produits salés, moins de mauvais gras**, sans oublier la **réduction des plats industriels et des pesticides** dans les aliments.

Autrement dit « bien se nourrir », c'est choisir de « bons aliments » pour son assiette.

Cependant ne pas oublier que manger sainement c'est aussi :

« **Prendre** » véritablement son repas, c'est-à-dire prendre le temps nécessaire pour **mâcher** afin de bien digérer, mais aussi de mieux maîtriser sa prise de nourriture. En effet, 15 à 20 minutes après le début du repas, la mastication permet la sécrétion d'un neurotransmetteur qui commande au cerveau d'arrêter de manger. Ce **signal de satiété** est brouillé par les aliments gras et sucrés, certes très appétants

Réapprendre le véritable goût des aliments. Notre goût est en effet souvent perverti par tous les additifs/exhausteurs de goût, arômes artificiels, émulsifiants... qui uniformisent les aliments. Redécouvrir les goûts en fonction des terroirs, des saisons... participe aussi au bien se nourrir

Cuisiner le plus possible. Faire la cuisine permet

de prendre soin de soi et des autres, d'entrer en contact avec l'aliment, le transformer...

Partager. Rien de tel qu'un repas pris dans une ambiance conviviale.

Bien se nourrir : quelques habitudes à mettre en place au quotidien

Faire un repas plus riche le matin que le soir. Retenir l'adage suivant : « Le matin un repas de roi, à midi un repas de prince et le soir un repas de pauvre ».

Mâcher longuement les aliments. On évite ainsi les problèmes de digestion, on apprécie les saveurs et on met en route les signaux de satiété.

Manger le plus frais possible. Oui aux produits locaux et de saison. Transport, stockage, conservation... nuisent à la qualité des aliments. Une nouvelle façon de faire ses courses, une nouvelle organisation, pour son bien-être.

Préférer les fruits crus en dehors des repas. Pris pendant les repas, ils ralentissent la digestion. Pensez-y vers 10-11h et 17-18h.

Consommer les aliments crus en début de repas. Ils déclenchent alors des enzymes digestives bienfaitrices.

À LOUER : CASE à la POINTE DENIS

Entre ASSIGA VILLAGE et RIVER LODGE



**Tout équipée – Cuisine américaine – 3 chambres doubles
1 chambre enfants – Case entièrement climatisée
Gardiennée – Tel : 07 70 03 44**

**Prix : 260 000 FCFA
+ 20 000 F CFA de carburant
pour le week-end
(fourni par nos soins)**

AGENDA N° 64

**13 au 28 AVRIL 2018 – INSTITUT FRANÇAIS DU GABON
EXPOSITION PHOTO «PASSIONNÉS & PASSIONNELLES»**
« Des passionnés de la vie dont on a saisi un instant, et un instant de brûlantes passions engendrant une poétique désolation ».

24 et 25 AVRIL – TUNIS : FORUM ÉCONOMIQUE AFRICAIN
Le Forum économique africain se tiendra les 24 et 25 avril 2018 à l'hôtel Laico, avenue Mohamed V, au centre-ville de Tunis. Cet événement vise à renforcer les échanges économiques entre les pays africains.

25 au 26 AVRIL – GHANA, ACCRA ABRITERA LE 5^E SOMMET AFRICAIN DE L'HUILE DE PALME ET DU CAOUTCHOUC
Accra, la capitale ghanéenne, sera pendant deux jours la terre d'accueil de la 5^e édition du sommet africain de l'huile de palme et du caoutchouc.

27 AVRIL au 1^{ER} MAI 2018 – Côte d'Ivoire, Salon International du Tourisme d'Abidjan

Selon directeur général de Côte d'Ivoire Tourisme, Monsieur Jean-Marie Somet, 70 000 visiteurs sont attendus à Abidjan pour la 8^e édition du Salon international du Tourisme d'Abidjan.



FLYING BLUE SE RÉINVENTE

Plus d'opportunités
de gagner des Miles.

Plus de choix
pour dépenser ses Miles.

Plus de flexibilité
avec l'option Miles & Cash.

DISCOVER FLYING BLUE REINVENTED

With new opportunities
and easy ways to earn
Miles.

With the possibility to
make the most of Miles
when, where and how
you want.

With a Miles & Cash
option for increased
flexibility and more trips.



Flying Blue est le programme de fidélité de
Flying Blue is the loyalty programme of

AIRFRANCE  KLM 

 Aircalin

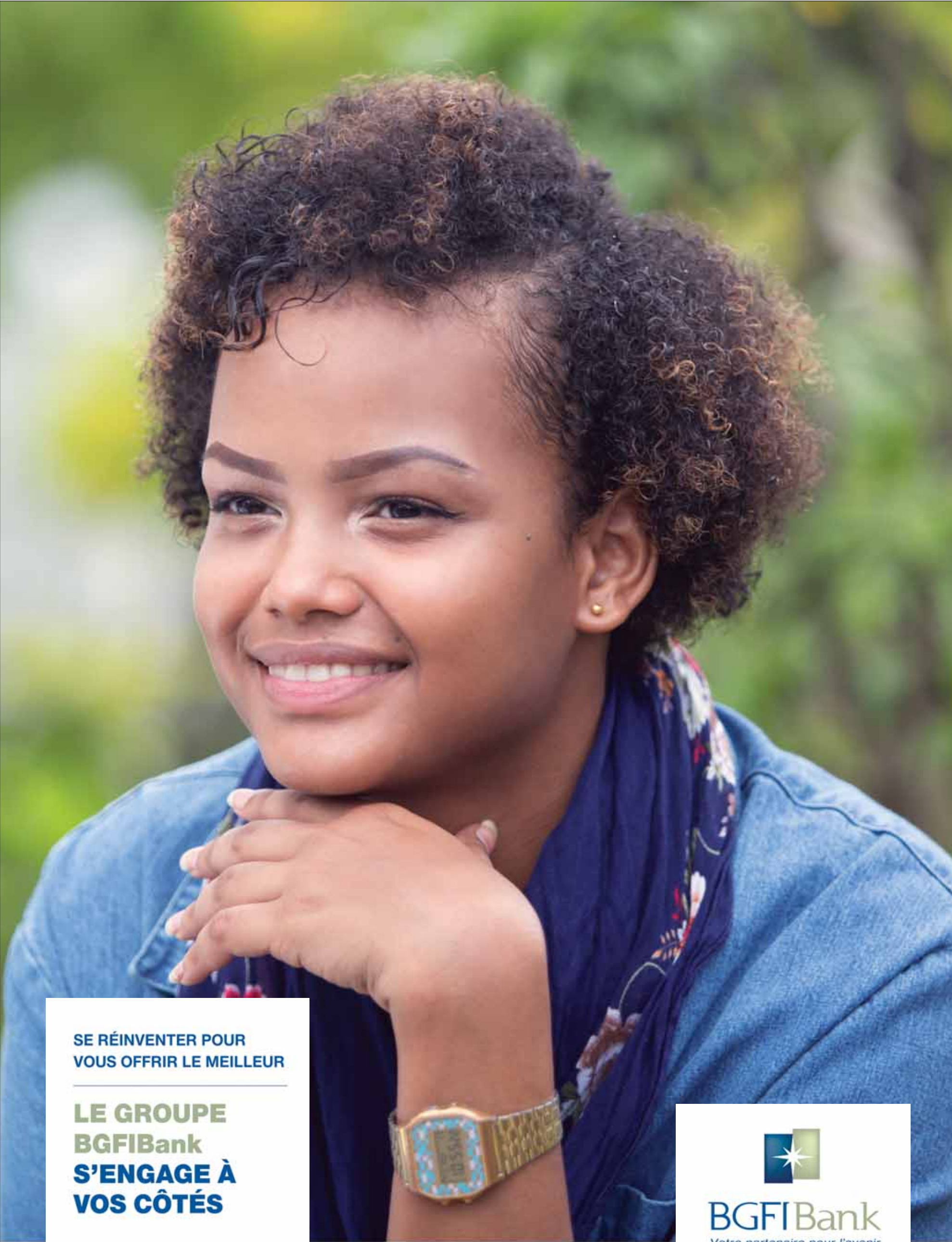
HOP!

JOON

 Kenya Airways
The Pride of Africa

 TAROM
ROMANIA AIR TRANSPORT

 transavia



SE RÉINVENTER POUR
VOUS OFFRIR LE MEILLEUR

**LE GROUPE
BGFIBank
S'ENGAGE À
VOS CÔTÉS**



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

Bénin - Cameroun - Congo - Côte d'Ivoire - France - Gabon - Guinée Equatoriale - Madagascar - République Démocratique du Congo - Sao Tomé & Principe - Sénégal

www.groupebgfibank.com